



GLOBAL JOURNAL OF MANAGEMENT AND BUSINESS RESEARCH: B
ECONOMICS AND COMMERCE

Volume 19 Issue 5 Version 1.0 Year 2019

Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal

Publisher: Global Journals

Online ISSN: 2249-4588 & Print ISSN: 0975-5853

The Crisis of Capitalism and Unequal Development in the Doctrine of Samir Amin: The Case of Venezuela

By Aïcha El Alaoui

University of Sultan My Sliman

Abstract- The objective conditions of a systemic crisis existed everywhere. Crises are inherent in capitalism, which produces them recurrently, each time deeply. It is not necessary to apprehend each crisis separately, but globally (Samir Amin, 2012). At the beginning of the year 2019, Venezuela is in the "global chaos": the crisis is the worse than the one known by the United States during the Great Depression of 1929-1933. My reflection in this article revolves around the following questions: Can we say that the crisis in Venezuela is the logical consequence of the crises in the global economic system? Can we conclude that this crisis is the "systemic crisis" which shows that the capitalist system is in its phase of the 'old age'? Can we analyze as the result of the domination of a periphery by a center? Can we consider that this crisis is a permanent war of the North against the South? To give some answers, this article tries to analyze these questions by adopting the critical approach of Samir Amin as an anti-capitalist or anti-imperialist theorist and philosopher.

Keywords: *crisis of capitalism; cold war; imperialist rent; samir amin; Venezuela.*

GJMBR-B Classification: JEL Code: B24 ; D63 ; E11 ; P30



THE CRISIS OF CAPITALISM AND UNEQUAL DEVELOPMENT IN THE DOCTRINE OF SAMIR AMIN IN THE CASE OF VENEZUELA

Strictly as per the compliance and regulations of:



RESEARCH | DIVERSITY | ETHICS

The Crisis of Capitalism and Unequal Development in the Doctrine of Samir Amin: The Case of Venezuela

La Crise Du Capitalisme Et Le Developpement Inegal Dans La Pensee De Samir Amin: Le Cas Du Venezuela

Aïcha El Alaoui

Résumé- "les conditions objectives d'une crise de système existaient partout. Les crises sont inhérentes au capitalisme, qui les produit de manière récurrente, à chaque fois plus profonde. Il ne faut pas appréhender chaque crise séparément, mais de manière globale," (Samir Amin, 2012). Dès le début de l'année 2019, Venezuela est dans le "Chaos total": la crise est plus pire que celle connue par les États-Unis pendant la Grande Dépression de 1929-1933. Ma réflexion dans ce travail s'articule autour des questions suivantes: *Peut-on dire que la crise en Venezuela est une suite logique des crises que connaît le système économique mondial? Peut-on conclure que la dite-crise est une "crise systémique" qui montre que le système capitaliste est dans une phase de 'vieillesse'? Peut-on analyser cette crise comme une domination du centre au périphérique? Ou, peut-on considérer que cette crise est une guerre permanente du Nord contre le Sud?* Pour donner des éléments de réponse, ce travail essaye d'analyser ces questions en adoptant la démarche critique de Samir Amin comme un penseur anticapitaliste ou anti-impérialiste. La conclusion primordiale globale tirée de cette analyse est que la crise vénézuélienne ne peut pas être considérée comme une crise séparée du système économique mondial et de la situation politique mondiale chaude. Les données politiques montrent que le monde actuel est au déclin de la démocratie qui est aujourd'hui plus menacée suite notamment à la concentration du pouvoir au bénéfice exclusif de la triade impérialiste et des pays émergents. On aura sans doute plus de crises/guerres qui seront déclenchées par différents motifs, mais la cause profonde réside dans la nature du système mondial et sa façon de répartir et exploiter les richesses naturelles de la planète. La crise vénézuélienne signifie, ainsi, que le système dans son ensemble est en difficulté surtout que "la stratégie de la Chine se contente d'œuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce qui ni les États-Unis, ni l'Europe ne pensent l'accepter," (Samir Amin, 2009).

Mots-clés: crise du capitalisme; guerre froide; rente impérialiste; pensée de samir amin; venezuela.

Abstract- The objective conditions of a systemic crisis existed everywhere. Crises are inherent in capitalism, which produces them recurrently, each time deeply. It is not necessary to

apprehend each crisis separately, but globally (Samir Amin, 2012). At the beginning of the year 2019, Venezuela is in the "global chaos": the crisis is the worse than the one known by the United States during the Great Depression of 1929-1933. My reflection in this article revolves around the following questions: Can we say that the crisis in Venezuela is the logical consequence of the crises in the global economic system? Can we conclude that this crisis is the "systemic crisis" which shows that the capitalist system is in its phase of the 'old age'? Can we analyze as the result of the domination of a periphery by a center? Can we consider that this crisis is a permanent war of the North against the South? To give some answers, this article tries to analyze these questions by adopting the critical approach of Samir Amin as an anti-capitalist or anti-imperialist theorist and philosopher. The overarching conclusion drawn from this analysis is that the Venezuelan crisis cannot be considered as a separate crisis of the global economic system and the political conflict. Political data show that the world is in the decline of democracy, which is more threatened because of the concentration of power for the exclusive benefit of the imperialist triad and the emerging countries. Certainly, there will be a lot of crises/wars which will be triggered by different motives, but the core cause lies in the global economic system and how it distributes and exploits the planet's natural wealth. Venezuelan crisis means that the actual system as a whole is in difficulty, especially since China's strategy is content to work for the promotion of new globalization without hegemony. Which neither the United States nor Europe think to accept, (Samir Amin, 2009).

Keywords: crisis of capitalism; cold war; imperialist rent; samir amin; Venezuela.

I. INTRODUCTION

L'Amérique latine était présentée comme la région du "nouveau boom". Des responsables américains affirmaient qu'elle serait, à bref délai, le "premier hémisphère entièrement démocratique de l'histoire de l'humanité", (Lowenthal, 1994, p.1075). Toutefois, Lowenthal a mis en question cet optimisme du début des années 90, constatant que "les progrès politiques et économiques de l'Amérique Latine sont réels mais fragiles, étendus mais irréguliers, notables mais encore limités, prometteurs mais en aucune manière assurés," (Lowenthal, 1994, p.1075).

Author: Associate Professor, University of Sultan My Sliman, BeniMellal, Morocco. Chief of the research group of "Solidary economy and Social Justice" and Associate Member of the group research of "international migration and local development". University of Sultan My Sliman, BeniMellal, Morocco. e-mail: aicha_elalaoui@yahoo.fr

Dès le début des années 80, des mutations profondes ont spécialement commencées en Amérique Latine et Caraïbes. Au niveau économique, cette région a admis que l'approche de la croissance économique, via la substitution des importations, était considérée sans avenir, et que son redressement dépendait essentiellement des exportations. Cela implique, l'instauration d'une nouvelle stratégie axée sur l'ouverture de nouveaux marchés à des taux d'intérêt compétitifs, la suppression de diverses subventions et formes de protection. En outre, la région devait limiter rigoureusement les activités industrielles et de réglementation de l'Etat, privatiser la plupart des entreprises publiques, favoriser la concurrence sur les marchés, stimuler le secteur privé, et attirer les investissements étrangers, (Lowenthal, 1994, p.1076).

Au niveau diplomatique et politique, l'Amérique Latine et les Caraïbes ont essayé d'avancer leur démocratie constitutionnelle et établir une relation harmonieuse avec les Etats-Unis. En effet, la politique extérieure de nombreux Latino- Américains a été marquée avant la fin des années 70 soit par une indépendance vis-à-vis de Washington, soit par une opposition ouverte. Cette politique est caractérisée par des "politiques restrictives en matière d'investissements étrangers, les marchés réservés, les barrières tarifaires élevées, les mouvements vers l'intégration économique régionale et la concertation diplomatique constituaient autant de réactions hostiles au pouvoir des Etats-Unis," (Lowenthal, 1994, p.1077). En 1990, les premières négociations ont été menées surtout par le Mexique en vue de la signature d'un Accord de Libre-Echange Nord-Américain (ALENA) avec les Etats-Unis et le Canada. Et par la suite, la plupart des autres pays Latino-américains s'efforcent d'améliorer leurs relations avec Washington, à l'exception du Cuba que sa relation politique a pris un autre chemin de négociation.

Cette transformation du système économique et politique des pays de l'Amérique Latine et les Caraïbes vers *l'économie de marché* peut-elle expliquer que l'économie Etatiste et dirigiste a échoué, et qu'elle est dans l'impasse ? Cette transformation vers la coopération interaméricaine peut-elle montrer que la confrontation avec Washington est un mauvais pari ? Et/ou elle peut-nous confirmer que le débat tiers-mondiste sur un "nouvel ordre économique international" n'est qu'un débat factice ? Ou bien, les changements que, notamment, l'Amérique Latine a connu résultent d'une transformation radicale du contexte mondial et d'un ordre politique mondial, ou comme le nomme Samir Amin le "total désordre" ou le "chaos ingérable" surtout avec la crise chaotique en Venezuela ? Ou bien peut-on dire que la crise vénézuélienne n'est qu'une autre façade de ce "total désordre" ?

Dès le début de l'année 2019, Venezuela est en crise qui est une crise politique et sociale, mais elle est d'abord et avant tout économique. Plusieurs

manifestations violentes et meurtrières se déroulent dans les rues des grandes villes à travers le pays. Comment peut-on expliquer cette crise ? Y-a-il une relation structurelle avec la crise vénézuélienne et la transformation structurelle profonde des différents pays de l'Amérique Latine et les Caraïbes ? Pourquoi il y a plusieurs intervenants/paysexternes/étranges dans cette crise ?

Pour répondre à ces questions, il est souhaitable de comprendre le mécanisme de fonctionnement du système économique actuel en se basant, dans ce travail, sur une analyse anticapitaliste et anti-impérialiste particulièrement sur celle de Samir Amin comme le plus célèbre penseur de ce dogme de l'époque contemporaine.

Samir Amin a déclaré que l'idéologie dominante est la mondialisation capitaliste et la régulation par le marché. Et, les situations des différents pays doivent être classées "en fonction d'un seul critère, le degré de compétitivité industrielle sur le marché mondial," (Samir A., 1994, p.18). Toutefois, il confirme que ce projet de mondialisation par le marché n'est qu'une utopie du fait que "le capitalisme implique un marché intégré dans trois dimensions : marché des produits, marché du capital et marché du travail," (Samir A., 1994, p.20), ce qui implique qu'à l'échelle mondiale, le capitalisme est fondé sur un "marché tronqué, bidimensionnel si les capitaux et les marchandises circulent librement. Il n'y a pas de marché mondial du travail, et il n'y en aura pas, car tel marché impliquerait un Etat mondial, la suppression des frontières politiques." Le mécanisme de fonctionnement du capitalisme, d'après Samir Amin, doit "engendrer normalement, naturellement, spontanément et inexorablement, la polarisation mondiale". Ainsi donc, Le capitalisme va employer différents moyens de mettre son ordre et faire des multiples tentatives pour dominer le monde qui devient de plus en plus barbare, recourant aux interventions militaires.

Dans cette vision, aucune région du monde n'est à l'abri de la cupidité du capitalisme. Chacune d'elle constitue une opportunité pour soulager ses crises et éviter le chaos. L'Amérique Latine et les Caraïbes ne peuvent y échapper. Paul Cammack (ND) a signalé que les différences socio-économiques entre les régimes de cette région, la transition vers la démocratie appelle "une explication conjoncturelle plutôt qu'une explication traitant tous les pays comme des cas séparés, en faisant abstraction du contexte géographique et historique".

Cet article essaye d'analyser la situation économique mondiale actuelle ou la crise du capitalisme via la crise vénézuélienne qui a été déclenchée depuis 2015 en passant par l'analyse de la crise financière de 2008. Ma réflexion dans ce travail s'articule autour des questions suivantes: Peut-on dire que la crise en Venezuela est une suite logique des

crises que connaît le système économique mondial ? Peut-on conclure que la dite-crise est une "crise systémique" qui montre que le système capitaliste est dans une phase de 'vieillesse' ? Peut-on analyser cette crise comme une domination du centre au périphérique ? Peut-on considérer que cette crise est une guerre permanente du Nord contre le Sud ?

Le plan de ce travail est articulé autour des sections suivantes. *La deuxième section* présente la crise du capitalisme selon les défenseurs du système capitaliste et, d'un autre côté, selon les perceptions de Samir Amin. *La troisième section* analyse la crise vénézuélienne comme un rapport de force interne relevant des structures socio-économique, culturelle et politique du pays, et entre le(s) pays dominé(s) et/ou dominant(s) ou d'une guerre du Nord contre le Sud. Et, *la dernière section* présente la conclusion.

II. CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE OU CAPITALISME EN CRISE

La croissance économique a une tendance "haussière" dans le temps qui dépend généralement des facteurs de production et de l'environnement socio-économique, culturel et politique du pays. L'humanité a atteint son système de production "idéal" et "éternel". A l'opposé de cette vision théorique, ce système n'est qu'une phase de progression émanant du processus de développement humain. Autrement-dit, il y aura forcément une destruction de ce système actuel pour se transformer ou se convertir vers un autre système "opposé" qui sera forcément un "bon" système capable de surmonter les limites de l'ancien système (le système économique mondial actuel).

En général, il y a deux grandes visions dans l'analyse du système économique actuel, indiquant des analyses discordantes, parfois contradictoires, de la crise du capitalisme et de son mode de fonctionnement. On a une pensée qui défend l'éternité du système capitaliste, ce qui implique que la crise n'est que transitoire. Il suffit donc d'appliquer des politiques économiques adéquates pour résoudre ces problèmes de déséquilibres périodiques. C'est à ce niveau où il y a la divergence entre les penseurs de cette vision d'analyse, à savoir : les keynésiens, les classiques, les monétaristes, les marginalistes et les postkeynésiens. Et, une autre pensée dite anticapitaliste ou anti-impérialiste qui défendent la thèse que la crise du système est un processus "naturel" symbolisant son rythme de destruction pour faire émerger un autre mode de production dite socialiste ou communiste. Parmi ces penseurs, il y a Samir Amin qu'on va essayer d'expliquer la crise actuelle en Venezuela selon sa doctrine.

a) Crise économique comme un dysfonctionnement d'ajustement des marchés et/ou d'une mauvaise intervention dans ces marchés

Les penseurs, qui défendent le système économique actuel, montrent que la crise est expliquée, généralement, par le cycle de la productivité. Quand le taux de croissance du PIB diminue, les entreprises n'ajustent pas immédiatement les effectifs des employés, elles font varier, au départ, la durée et l'intensité du travail, la productivité par travailleur diminue, et par la suite, elles recourent au licenciement de leurs employés (par exemple dans le cas d'une absence des politiques conjoncturelles¹). Inversement en situation de reprise, les entreprises n'augmentent pas immédiatement l'emploi elles vont augmenter, au départ, les heures du travail et, par la suite, elles vont employer d'autres demandeurs d'emploi.

Autrement-dit, la croissance économique ne se fait pas à un rythme régulier ; elle est marquée par une succession de phases d'expansion et de ralentissement, voire de récession. Cette évolution irrégulière du PIB s'accompagne de déséquilibres qui influence, par exemple, l'évolution du taux de chômage ou/et du taux d'inflation. Pour y résoudre, il y a toujours un décalage temporel d'ajustement entre les différentes composantes du PIB² qui prennent trois mouvements cycliques avec le taux de croissance économique (mesuré généralement par le PIB): procyclique, acyclique ou contracyclique.

A cet effet, la croissance économique passe par deux phases aux alentours de sa tendance vers le point d'équilibre général ou l'état stationnaire: une phase de récession et une phase d'expansion. Les fluctuations économiques passent d'un Pic/Peak (en anglais) au Creux/Trough (en anglais) pour revenir au Pic, ou inversement. Ces mouvements forment ce qu'on appelle le cycle économique ou le cycle de croissance qui représente la période séparant deux pics ou deux creux. Il a la forme de U ou de V, comprenant ainsi deux phases : la phase de récession et la phase d'expansion.

¹ Les politiques économiques conjoncturelles sont fondées sur l'idée qu'il est possible d'agir sur le niveau d'activité en modifiant les composantes de la demande globale. Elles sont d'inspiration keynésienne liées à deux politiques : politique monétaire et politique budgétaire. Ces politiques relèvent des pouvoirs publics cherchant à stimuler ou ralentir l'activité économique pour corriger les déséquilibres du marché du travail et/ou l'évolution du niveau général des prix. Il faut signaler que les politiques conjoncturelles ont été critiquées voire complètement rejetées par certains économistes puisqu'elles sont inutiles ou incapables de corriger les déséquilibres en agissant sur la demande. Ces économistes défendent l'idée que les marchés, si on les laisse fonctionner normalement, rétablissent automatiquement les équilibres, ramenant l'économie, ainsi, à ses niveaux naturels sans inflation ; ce qui implique que l'intervention de l'Etat, d'après eux, ne peut qu'aggraver ou ralentir le processus d'ajustement.

² Les composantes du PIB sont déterminées dans le cycle réel selon ses trois approches du calcul : Approche de production, Approche de revenu et Approche de demande ou dépense.

En conséquence, la crise économique n'est rien d'autre que la période dans laquelle l'économie est dans son phase de récession.

D'une autre manière, une fluctuation économique montre l'existence d'un décalage d'ajustement entre la croissance tendancielle (ou potentielle) et la croissance effectivement réalisée. De ce fait, la crise économique n'est qu'une phase d'une croissance réalisée au-dessous de la croissance tendancielle. Il suffit pour la résoudre de mettre en place une "bonne" politique économique capable de rétablir l'équilibre selon la loi du marché, et "avec" ou "sans" intervention de l'Etat, c'est-à-dire "avec" ou "sans" les politiques publiques de relance ou d'encouragement de demande.

Dans le cas d'un marché du travail qui est considéré comme un marché particulier, le chômage est expliqué généralement par le mauvais fonctionnement de l'économie qui sera augmenté au cours de la phase de récession, et par le salaire –considéré comme un prix d'ajustement de ce marché- puisqu'il est incapable de varier selon les variations de l'activité et de l'emploi. A cet effet, quand les ajustements ne se font pas, il y a un déséquilibre entre l'offre et la demande, et on a une situation de sous-emploi ou de chômage. Autrement-dit, pour beaucoup d'économistes la référence à un mécanisme de marché est inadaptée, parce que le travail n'est pas un "produit ordinaire" et, d'autre part, parce que l'offre de travail est peu sensible aux "variations du salaire" surtout à sa rigidité à la baisse qui est dû essentiellement à l'intervention des syndicats et des organismes des travailleurs empêchant le tâtonnement d'ajustement du marché.

En général, Le fonctionnement de l'économie conduit en permanence à des créations et des disparitions d'entreprises donc d'emplois; entraînant ainsi un "chômage frictionnel" qui correspond à un "chômage de plein-emploi". Le chômage constitue la différence entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en cherchent activement un. Il n'est pas lié à la nature du système de production. Il traduit juste un déséquilibre dans le fonctionnement du système capitaliste. D'une autre manière, il reflète le décalage d'ajustement entre la croissance tendancielle et la croissance réalisée. Il n'y a pas une exploitation des travailleurs puisque le salaire représente la rémunération juste de leurs forces du travail. En parallèle, les propriétés du capital sont aussi rémunérées puisque les capitalistes confrontent les risques de production, les risques de commercialisation, les risques de la concurrence, et toutes autres formes de risques. Le décalage social entre eux est considéré comme normal ce qui implique les inégalités sociales sont logiques, et elles peuvent être corrigées selon le principe de méritocratie.

D'autre part, le niveau de développement entre les pays; surtout entre les pays du Nord et ceux du Sud;

est expliqué notamment par le décalage temporel de développement. Il suffit, par exemple, de transférer la technologie et le savoir-faire de pays de Nord aux pays du Sud, et/ou que le Sud se spécialise dans la production des produits à des valeurs ajoutées élevées pour qu'ils puissent générer de richesses et réaliser l'accumulation du capital comme facteur primordial du développement. Avec ces stratégies, les pays dits sous-développés (PSD) ou en voie de développement (PED) peuvent attraper les pays dits développés (PD) ou avancés. En plus, les économistes de cette approche défendent l'idée que les PSD ou les PED peuvent réussir leurs décollages économiques s'ils arrivent surtout à modifier les règles institutionnelles³ et réagissent sur les "bonnes" sources de la croissance.

La situation d'une crise économique d'un pays dépend de dysfonctionnement de ses marchés et de ses capacités d'ajustement. Elle n'est pas liée au système capitaliste qui reste un système "idéal" et "éternel" de la production des richesses, de la croissance économique et du bien-être de la société.

b) Perceptions de Samir Amin sur la crise du capitalisme

Samir Amin a constaté que "les conditions objectives d'une crise de système existaient partout. Les crises sont inhérentes au capitalisme, qui les produit de manière récurrente, à chaque fois plus profonde. Il ne faut pas appréhender chaque crise séparément, mais de manière globale,"(Samir Amin, 2012). Dans cette vision, les crises peuvent être déclenchées par tout dans le monde puisque c'est la nature du système capitaliste qui les produit de manière permanente avec différents aspects et degrés d'aggravation. Ce système produit ses conditions objectives de destruction malgré sa domination mondiale surtout après la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union Soviétique (URSS).

Depuis 1970, le capitalisme domine le système mondial, d'après Samir Amin, par cinq avantages: (1) le contrôle de l'accès aux ressources naturelles; (2) le contrôle de la technologie et de la propriété intellectuelle; (3) l'accès privilégié aux médias; (4) le contrôle du système financier et monétaire, et (5) le monopole des armes de destruction massive. Le système capitaliste appelé par cet auteur "apartheid on a global scale" mène des guerres une fois c'est nécessaire, c'est-à-dire une fois l'un de ses cinq avantages est menacé, ou bien s'il veut faire un contrôle direct pour garantir sa dominance et son existence. En négligeant les enjeux politiques dans cet article, les

³ Par exemple, il est possible d'augmenter le taux d'emploi en appliquant des réformes du marché du travail, de la durée du travail et de l'âge de la retraite ; ou de soutenir l'investissement par l'application de réforme des systèmes de financement.

Etats-Unis restent le symbole de ce système affamé au gain sans limite, assoiffé au sang des pauvres, et destructeur de toute forme de vie sur la terre.

Actuellement, le système capitaliste est dominé par une poignée d'oligopoles qui contrôlent la prise des décisions fondamentales dans l'économie mondiale, (Samir Amin, 2008). Ces oligopoles ne sont pas seulement financiers (banques ou assurances), mais de groupes intervenant dans la production industrielle, les services, les transports, etc. Leur caractéristique principale est leur financiarisation selon le même auteur. La recherche des gains rapides et l'accumulation des richesses ont changé "le centre de gravité de la décision économique" qui a été "transféré de la production de plus-value dans les secteurs productifs, vers la redistribution des profits occasionnée par les produits dérivés des placements financiers," (Samir Amin, 2008).

Dans cette stratégie révélée par Samir Amin, les oligopoles ne produisent d'ailleurs pas de profits, ils raflent tout simplement une rente de monopoles par le biais de placements financiers. C'est la domination de "oligopoles ou monopoles généralisés" qui a donc mis l'économie dans une crise d'accumulation, qui est à la fois une crise de sous-consommation et une crise de la rentabilité. Seuls les secteurs des monopoles dominants ont pu rétablir leur taux de profit élevé, mais en détruisant la rentabilité et la rentabilité des investissements productifs, des investissements dans l'économie réelle. Il existe partout des conditions objectives liées à la nature du capitalisme qui déclenchent la crise dans le système, par exemple, si la crise financière de 2008 n'avait pas été commencée aux Etats-Unis, elle aurait débutée ailleurs, (Samir Amin, 2012).

Le penseur des relations de domination (néo) coloniales (Samir, A.) ne néglige pas la capacité du capitalisme de se transformer, s'évoluer et s'adapter en permanence aux défis que représentent pour lui les différentes sources de déclenchement des crises. Le système capitaliste trouve ses moyens de renouvellement et de continuation jusqu'au où les conditions seront mûrs pour une transformation vers un autre système. Toutefois, il ne s'agit pas des crises normales du capitalisme. Ce penseur égyptien déclare que la dernière crise du capitalisme (la crise financière de 2008) est une crise du système. Elle n'a plus la forme de 'U', mais elle a la forme de 'L' depuis les années 1970 car "la logique qui a conduit à la crise ne permet pas la reprise".

D'une autre manière, la crise en 'L' signale l'épuisement historique du système qui a démarré à partir du milieu des années 1970, ce qui signifie que "le régime va mourir lentement et paisiblement de sa belle mort". Samir, A. accorde, ainsi, une grande importance à cette époque dans ses analyses de la crise, expliquant que l'économie mondiale a connu des

chutes de moitié dans les taux de profit, comme les taux de croissance et d'investissement. C'est vrai que le capital a réagi par une stratégie de centralisation supplémentaire durant les années 1980-1990; mais, il a, aussi réagi par la mondialisation et la financiarisation. Au niveau mondial, les activités financières deviennent les plus rentables pour les grandes entreprises non financières. Il confirme que l'aspect financier à la prééminence sur tous les autres aspects de la décision économique pour tous les oligopoles. Cette stratégie a rétabli "les taux de profit, mais s'est faite au détriment de l'investissement dans les systèmes productifs. En conséquence, elle s'est traduite par une inégalité grandissante dans la répartition des revenus et donc par une crise de débouchés, de surcapacité par rapport à un rétrécissement de la demande solvable".

Dans son livre "Sur la crise. Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise?", Samir, A. (2009) ne considère pas la crise comme une somme de crises qui peuvent être abordée d'une manière segmentaire: crise de l'énergie, crise de la production, crise du climat, crise financière, etc. Pour lui, la crise financière 2008, par exemple, n'est qu'un moment d'aggravation d'une crise ancienne et va continuer à se détériorer: la crise du capitalisme tardif. L'auteur confirme qu'il y a des ressemblances dans les crises. Il a fait, dans ce livre, "le parallèle avec la longue crise de 1873 à 1945. Celle-ci se manifeste au début et jusqu'en 1896 par une chute des taux de croissance, des taux de profit, une chute de l'investissement dans le système productif. Exactement comme entre 1971 et 1990. Dans les deux cas, la réponse a été la même: davantage de centralisation, de mondialisation et de financiarisation. A la fin du 19e siècle, ce processus s'est opéré par la colonisation, forme directe et brutale de mondialisation, la création des premiers grands oligopoles, la première grande vague de financiarisation et une vague d'innovation. A l'époque, c'était l'électricité, l'automobile et l'avion qui ne sont pas moins importants que le téléphone portable d'aujourd'hui. Cette phase a débouché sur la Belle Epoque jusqu'en 1914, comparable à 1995-2008. Ce sont deux périodes où les inégalités grandissent et où on tient exactement le même discours de fin de l'histoire, de triomphe apparent du libéralisme," (Samir Amin, 2009).

Le chercheur égyptien confirme, dans cette thèse, que les oligopoles sont les responsables de la crise. Le monde connaît un "degré de centralisation inégalé dans l'histoire". En effet, les grandes transnationales contrôlent à peu près toute la vie économique du monde. Mais, la dernière crise (2008) est considérée par Samir comme une crise systémique du capitalisme vieillissant en affirmant que derrière la crise financière, elle s'est dessinée une crise de l'économie réelle qui va entraîner une régression des revenus des travailleurs, accroissement du chômage, précarité grandissante et aggravation de la pauvreté

dans les pays du sud. Il s'agit de dépression et non plus de récession. Cette prédiction a été réalisée par le nombre important des manifestations sociales; et qui sont parfois transformées à des révolutions politiques dans plusieurs pays du Sud. Et même dans les anciens pays démocratiques du Nord et qui connaissent des offres sociales importantes, ils ont connu des mouvements sociaux chauds comme le mouvement des "gilets jaunes" apparaît en France en octobre 2018⁴. Bien sûr, la région du Nord d'Afrique n'est pas à l'abri des conséquences de cette crise, surtout avec des politiques antisociales qui ont aggravé les inégalités sociales et territoriales, augmenté le taux de la pauvreté et accéléré le processus de la privatisation des secteurs sociaux. En effet, le système capitaliste actuel est devenu, pour la première fois dans l'histoire, une véritable menace pour l'avenir de l'humanité et de la planète, (Samir Amin, 2008).

D'autre part, le système actuel a massacré la vie naturelle. Les conflits sont accentués pour monopoliser et contrôler les ressources naturelles. Samir, A. (2008) a déclaré que (i) les conflits concerneront l'accès aux ressources naturelles de la planète seront accentués puisque ces ressources deviennent de plus en plus rares, et (ii) les pays du Sud continueront de souffrir puisque les pays du Nord tiennent le pouvoir économique et politique du contrôle planétaire. Il a ajouté que la dimension majeure de la crise systémique concerne l'accès aux ressources naturelles de la planète et le conflit Nord/Sud va constituer de ce fait l'axe central des luttes et des conflits à venir. La population des pays riches (représentée presque 15% de la population de la planète) accapare pour sa seule consommation et son gaspillage 85 % des ressources du globe, et elle ne peut pas tolérer que des nouveaux venus; c'est-à-dire la population des pays émergents; puissent accéder à ces ressources, car ils provoqueraient des pénuries graves qui menaceraient les niveaux de vie des riches, (Samir Amin, 2008).

Pour sortir de la crise, Samir Amin ne néglige pas le rôle de l'Etat. Les interventions des Etats peuvent modifier les règles du jeu, et atténuer les dérives. Cet auteur confirme que théoriquement revenir à des formules d'association des secteurs publics et privés, d'économie mixte comme pendant les trente glorieuses en Europe et de l'ère de Bandung en Asie et en Afrique lorsque le capitalisme d'Etat était largement dominant, accompagné de politiques sociales fortes. Mais ce type d'interventions de l'Etat n'est pas à l'ordre du jour d'après lui. Ce chercheur croit "en revanche que de nouvelles configurations des rapports de force sociaux

imposant au capital à s'ajuster, lui, aux revendications des classes populaires et des peuples, est possible," (Samir Amin, 2008). Il conditionne la réalisation de la "longue transition du capitalisme au socialisme" par la mise d'une "alternative politique cohérente" qui sera évidemment "toujours inégales d'un pays à l'autre et d'une phase de leur déploiement à l'autre".

Selon ces deux tendances d'analyse de la crise, je pense qu'aucun système économique ne peut être "idéal" et "éternel". Il me paraît impossible qu'un système reste éternellement le même/inchangé, mais sûrement il subit des changements structurels profondes, radicales, douces ou violentes suivant le rythme instable de la réalité et des évolutions de la vie humaine. En effet, l'histoire de l'humanité nous a montré que forcément les conditions socioéconomiques, culturelles, environnementales et politiques des pays/régions du monde conduisent à une transformation continue de leurs structures. Dans aucun cas, un système peut rester stable et incapable de "renouveler" sa structure. L'évolution et le changement des structures se fassent d'une manière permanente puisque les événements et l'histoire ne peuvent pas se reproduire de la même manière au fil du temps et à travers l'espace.

III. CRISE VÉNÉZUÉLIENNE OU LA GUERRE FROIDE EN VENEZUELA

Au début de l'année 2019, le Venezuela est dans une crise politique et sociale, mais aussi économique. Plusieurs manifestations violentes et meurtrières se déroulent dans les rues des grandes villes à travers le pays. Comment peut-on analyser cette crise ?

a) Analyse des indicateurs économiques et sociaux

Le Venezuela abrite d'importantes réserves gazières et pétrolières. Le pétrole reste le principal produit exporté, destiné surtout (par ordre) aux Etats-Unis, la Chine et l'Inde. D'après les données de la banque mondiale de 2017, la proportion de l'exportation du pétrole dans les exportations globales du Venezuela est d'environ 96%.

Venezuela est loin d'être une grande puissance mondiale. Entre le début des années 1980 et les années 2010, il se classait généralement, selon le PIB, au 3ème ou au 4ème rang parmi les pays d'Amérique du Sud, derrière le Brésil et l'Argentine. Cependant, son économie reste dépendante des fluctuations du prix mondial de pétrole, ce qui explique qu'après la forte baisse de ce prix survenue en 2014, Venezuela a fait dégringoler au 7ème rang, derrière des pays comme le Chili et l'Équateur. En effet, les recettes de l'Etat vénézuélien ont dramatiquement chuté notamment après la crise financière de 2008 et, aussi, la chute des cours du pétrole qui a marqué le début de l'année 2014.

⁴ Le mouvement social des "gilets jaunes" trouve son origine dans la diffusion, principalement sur les réseaux sociaux, d'appels à manifester contre l'augmentation de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).

Cette situation s'est répercutée sur les données intérieures du pays surtout l'arrêt des programmes sociaux et la diminution des aides sociales, l'augmentation de la migration, les pénuries alimentaires, l'hyperinflation et la baisse du pouvoir d'achat des citoyens-nes, (Tableau 1).

Selon les prévisions du Fonds Monétaire International, FMI, (2018), l'inflation est censée atteindre

des seuils très critiques. Cette tendance, associée à la chute de la valeur de la monnaie nationale vénézuélienne (le bolivar), n'a fait qu'aggraver sa situation économique et sociale. La dette est montée depuis 2016 de 31,299% du PIB, et devrait se creuser à presque 162% du PIB vers la fin de l'année 2019 et atteindre un taux presque de 165% du PIB en 2023.

Tableau N°1: Indicateurs de croissance du Venezuela

	2016	2017	2018	2019e*	2020e	2021e	2022e	2023e
PIB courant (En Milliards, USD)	236.12	210.08	96.33	87.01	81.354	77.889	75.037	68.216
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	-16.5	-14.0	-18.0	-5.0	-2.0	-1.5	-1.5	-1.5
PIB par habitant (USD)	7687,7	6890,1	3300,4	3100,1	2998,5	2870,8	2765,7	2514,3
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	31,3	38,9	159,1	162,4	161,7	162,2	163,9	165,
Taux d'inflation (en 100000, %)	0,00025	0,00109	1,37	10	10	10	10	10
Balance des transactions courantes (BTC, en USD)	-3,87	4,277	5,903	3,472	1,672	-0,97	-0,27	0,03
Balance des transactions courantes (BTC, en % du PIB)	-1,639	2,036	6,128	3,99	2,055	-1,245	-0,36	0,044
Volume des importations de biens et services (en %)	-38,369	-19,004	-15,562	-51,917	-23,35	20,882	-15,696	-3,526
Volume des exportations de biens et services (en %)	-8,882	-17,785	-33,094	-32,909	-8,425	-1	-1	-1
Taux de chômage (en %)	20,638	27,096	34,315	38,02	39,782	41,361	42,899	45,239

Source: FMI, 2018, World Economic Outlook Database

Note: 'e' indique que les données sont estimées.

Le FMI (2018) a déclaré que l'économie du Venezuela continue de reculer pour la cinquième année consécutive, après une chute de 14% en 2017. Son PIB réel vase contracter de 18% et 5% en 2018 et 2019, respectivement, sous l'effet de la chute de la production pétrolière et de l'instabilité politique et sociale.⁵

Le PIB par habitant en Venezuela a connu une détérioration durant la période 2013-2017 de presque 35%, et le FMI (2018) prévoit qu'il continuera sa tendance baissière à l'horizon 2023, soit d'un taux moyen d'environ 60% durant la période 2013-2023, p.43.⁶Cet indicateur économique est passé de 7688 USD en 2016 à 3300 USD en 2018, et la situation économique et politique du pays indique que son évolution poursuivra une tendance baissière pour atteindre presque 2514 USD, soit une diminution d'un tiers (1/3) par rapport à celui de l'année 2016.

La répartition de l'activité économique par secteur d'activités montre que la structure économique reste dominée par le secteur des services (sa valeur ajoutée est de presque 53 en % du PIB) et le secteur d'industrie (sa valeur ajoutée est de presque 37 en % du PIB). Cependant, l'activité industrielle en Venezuela souffre de plusieurs problèmes dont notamment l'insuffisance dans la diversification des produits locaux et importés, et la difficulté pour importer des produits intermédiaires. Et il est handicapé, aussi, par le déséquilibre chronique de sa balance commerciale. Malgré la baisse des importations, le pays n'attire pas d'avantages suite, notamment, au manque de compétitivité du secteur industriel, au mauvais environnement des affaires, au défaut de la transparence et la bonne gouvernance étatique (expropriations arbitraires, contrôles et inspections intrusives de l'État). En plus, le classement mondial et régional du pays s'est reculé suite à la crise politique et économique actuelle, tels que: l'indicateur de la liberté économique (il se classe le 179ème au niveau mondial et le 32e au niveau régional), l'indicateur de l'environnement des affaires (il se classe en dernier), et l'indicateur de la liberté de la presse (il se classe le 137ème/180).

⁵ "Venezuela's economy continues to decline for the fifth consecutive year, following a 14 percent drop in 2017. Real GDP is projected to shrink by 18 percent in 2018 and a further 5 percent in 2019, driven by plummeting oil production, and political and social instability," FMI, 2018, World Economic Outlook Database, Box 1.3. Growth Outlook: Emerging Market and Developing Economies; p.40.

⁶ "In Venezuela, GDP per capita is estimated to have declined by more than 35 percent over 2013–17 and is projected to decline by close to 60 percent between 2013 and 2023," (FMI, 2018, Box 1.5. Sharp GDP Declines: Some Stylized Facts, p.43).

La crise du Venezuela est plus pire que celle connue par les États-Unis pendant la Grande Dépression de 1929-1933. Les augmentations de salaires n'ont pas suivi la hausse de l'inflation, le taux de chômage s'est augmenté, le taux d'insécurité et de criminalité s'est accentué, et le taux d'homicide le plus élevé du continent latino-américain. Ainsi, les citoyennes en Venezuela sont dans une situation du Chaos : la détérioration du pouvoir d'achat, l'accentuation de la pauvreté et la marginalisation, l'aggravation du système de santé, et l'insécurité sociale et politique. Un taux d'inflation variant entre 80000% et 1000000% ne signifie qu'une seule conclusion sur la crise actuelle c'est l'*inexistence d'une vraie économie en Venezuela*.

b) Analyse de la crise vénézuélienne

La crise vénézuélienne a déclenché quand le combat politique a commencé entre Nicolas Maduro, et Juan Guaido pour la présidentielle du pays. Certes, la dite crise est politique, mais les pays qui soutiennent ces deux personnes politiques montrent qu'elle s'agisse d'une autre crise au-delà d'une 'simple' crise économique, politique, sociale ou humanitaire.

Le président vénézuélien en fonction, Nicolas Maduro, compte sur la Russie et la Chine pour le soutenir dans sa bataille politique face au Juan Guaido, chef de l'Assemblée nationale auto-déclaré/autoproclamé président qu'il peut compter sur le soutien des États-Unis, le Canada, de certains pays de l'Union européenne (comme l'Espagne, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne), et de la majorité des pays sud-américains (comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou). Le soutien des deux groupes du pays est d'ordre politique et financier surtout que les indicateurs économiques, susmentionnés, montrent que Venezuela est dans une faillite globale ou "chaos global". D'une impasse politique à une crise économique et humanitaire.⁷

Les États-Unis contrôlent le pétrole du Venezuela. Ils viennent intervenir dans cette crise par ses sanctions financières contre la compagnie pétrolière publique PDVSA (Venezuela's State-Owned Oil Company, Petróleos de Venezuela, S.A.) pour tirer des avantages politiques, mais surtout économiques. *Les États-Unis comme le premier acheteur du pétrole vénézuélien ne veulent-ils pas intervenir dans la crise pour contrôler directement les ressources et le fonctionnement de l'économie vénézuélienne ?*

Il n'y a pas seulement Washington dans cette scène de conflit, il existe aussi le Canada qui joue un rôle important dans cette crise. Des grandes sommes d'argent canadien ont été versées comme aides aux peuples vénézuéliens. Cependant, le Canada est peut-être dans la même vision diplomatique que Washington,

tandis que la Chine et la Russie sont en opposition. Dans son rapport de 2018, le département de la "Stratégie de Défense Nationale des États-Unis" a déclaré que Washington a une réapparition d'une concurrence stratégique à long terme avec la Chine et la Russie, les qualifiant de «puissances révisionnistes» ("revisionist powers") qui menacent ou «sapent l'ordre international» ("undermine the international order"). Ce département ajoute que la situation devient de plus en plus clair à savoir que la Chine et la Russie veulent façonner un monde conforme à leur modèle autoritaire en obtenant le droit de veto sur les décisions économiques, diplomatiques et de sécurité d'autres nations, (U.S. Department of Defense, 2018, p.2). Il confirme que la Chine et La Russie constituent une menace pour les États-Unis. *Comment peut-Washington anéantir ou réduire cette menace ?* Cette question constitue le souci majeur de Washington qui peut expliquer indirectement la crise vénézuélienne.

D'autre part, la Chine est une grande puissante économique mondiale, c'est pourquoi que son besoin en ressources naturelles est de plus en plus croissant. Le site japonais "The Diplomat" ; spécialisé dans les questions de géopolitique asiatique ; a déclaré que "la Chine est le plus gros consommateur de pétrole au monde, et ses investissements au Venezuela étaient destinées à lui garantir une source d'approvisionnement sûre", (cité par le site france24).⁸ Ainsi, elle a opté une stratégie de l'endettement pour les pays du Sud dont notamment Venezuela. Elle l'a octroyé des prêts importants de presque 50 milliards de dollars d'investissements et prêts. Ces prêts remontent à plusieurs années avant la dite-crise, et qui sont remboursés par des livraisons de pétrole pour sécuriser ses approvisionnements en la matière en assurant sa relation avec Venezuela comme un pays sud-américain qui est à la tête des plus grosses réserves mondiales. *Les intérêts chinois sont-ils menacés par cette crise ? Les prêts accordés par "China Development Bank" ne sont-ils pas des pièges stratégiques contre Venezuela pour servir juste l'économie chinoise ?*

Kaplan et Penfold (2019) ont déclaré que la Chine et la Russie sont les deux principaux créanciers bilatéraux de Venezuela, représentant le quart de la dette extérieure du pays, (Stephen B. Kaplan and Michael Penfold, 2019, p.2). En dépit que la Russie soit riche en ressources naturelles, elle s'intéresse au Venezuela. Les entreprises d'État russes (Rosneft et Gazprom) sont également devenues des investisseurs clés dans les secteurs du gaz et du pétrole au Venezuela, fournissant un financement à court terme d'une valeur inestimable au géant pétrolier vénézuélien en ruine, PDVSA, (Stephen B. Kaplan and Michael Penfold, 2019, p.16). *La crise vénézuélienne n'est-elle*

⁷ Dans ce travail, l'analyse de la crise est limitée seulement sur son aspect économique sachant qu'il est difficile de faire vraiment une séparation entre les différents aspects d'une crise.

⁸ <https://www.france24.com/fr/20190208-russie-chine-venezuela-alliance-limite-maduro-guaido>, Consulté le 13 Avril 2019.

pas juste une autre guerre froide pour contrôler l'or noir/les ressources naturelles mondiales ? Cette crise n'est-elle pas une guerre entre d'un côté "l'impérialisme collectif de la triade" (Etats-Unis, Europe, Japon), et de l'autre côté les "oligarchies russes" et la "stratocratie chinoise", selon les concepts et la classification de Samir, A. ?

Selon ce schéma synthétisé de la crise, je vais essayer, dans ce qui suit, d'analyser la situation en Venezuela via principalement la critique de Samir Amin du capitalisme.

Venezuela est un pays riche en pétrole dirigé par un système démocratique, mais actuellement il est dans une crise chaotique. L'analyse économique de plus des 30 dernières années montre que son économie devrait entamer une politique de diversification. Autrement-dit, l'Etat vénézuélien devrait normalement promouvoir d'autres secteurs économiques pour restructurer son économie. Cependant, ce pays n'a pas orienté sa politique économique pour qu'elle soit au moins indépendante des recettes pétrolières.

D'une part, la plupart des crises et des conflits dans la planète concernent l'accès et le contrôle aux ressources naturelles. "Si les Etats-Unis se sont donnés l'objectif du contrôle militaire de la planète, c'est parce qu'ils savent que sans ce contrôle ils ne peuvent pas s'assurer l'accès exclusif à ces ressources," (Samir Amin, 2008). Cependant, la Chine, l'Inde et le Sud dans son ensemble ont également besoin de ces ressources pour leur développement ce qui implique que les Etats-Unis n'a pas un autre moyen que la guerre empêchant de limiter son accès aux ressources naturelles et réduisent, donc, sa "rente impérialiste". En conséquence, Washington interdit toute future concurrence qui réduise leur domination: c'est "l'égoïsme des oligopoles dans le Nord". Cet égoïsme a été exprimé par Bush en déclarant que «The American way of life is not negotiable»⁹, cité par Samir Amin dans son interview en 2012.

Quand l'égoïsme se sent menacer, selon l'explication de Samir, A., le Nord va utiliser les différents moyens pour protéger ses intérêts et ses avantages. Il devient barbare tentant de survivre. Il va entraîner plus des inégalités dans la répartition des revenus et des richesses à l'intérieur des sociétés et entre les nations, qui s'accompagne d'une stagnation profonde d'une part, et l'approfondissement de la polarisation mondiale d'autre part. Ce régime mène une guerre permanente contre le Sud, une guerre entamée en 1990 par les États-Unis et ses alliés de l'Otan¹⁰ lors de la première Guerre du Golfe.

⁹ Traduction : "le mode de vie américain n'est pas négociable", traduit par Samir Amin (2012).

¹⁰ L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord ou en anglais : North Atlantic Treaty Organization (NATO). Il compte actuellement 29 pays membres depuis sa date de création en 1949: Douze membres fondateurs: Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Islande,

Cependant, les pays émergents ou les nations émergentes,¹¹ surtout la Chine, sont en train de déconstruire ses avantages et limités les avantages des anciens pays du Nord. Ce constat peut expliquer en grande partie la crise en Venezuela. Samir Amin (2012) a confirmé que la Chine a passé, dans le domaine de la technologie, de « Made in China » à « Made by China ». Elle n'est plus l'atelier du monde pour des succursales ou les associés du grand capital des monopoles, mais elle est devenue l'inventeur et le pionnier dans la technologie en la développant par elle-même. Dans certains domaines notamment les domaines d'avenir (l'automobile électrique et le solaire), la Chine possède des technologies de pointe en avance sur l'Occident. Elle a joué un rôle important dans la crise de 2008 qui a nudité la réalité de l'économie américaine.

Dans ce cadre, Samir Amin (2012) révèle que la Chine a poussé le système financier mondialisé à se détruire. Et elle a même collaboré à "son autodestruction en finançant le déficit américain et en construisant en parallèle des marchés régionaux indépendants ou autonomes à travers le "groupe de Shanghai".¹² La Chine essaye, d'après le même auteur, de contribuer à la mort lente des Etats-Unis car sa mort brutale sera trop dangereuse. A mon avis, ce qui se passe à Venezuela entre dans cette nouvelle guerre froide mondiale. Ce qui explique en grande partie la déclaration précédente de l'U.S. Department of Defense (2018).

En effet, le groupe de Shanghai essaye de se déconnecter de l'économie mondiale dominée par les monopoles occidentaux. Par exemple, rien n'y est payé en dollars ou en euros. L'Amérique du Sud peut aussi se « découpler » du capitalisme des monopoles. Ils ont des possibilités techniques et les ressources naturelles pour faire du commerce Sud-Sud. Ce qui était impensable il y a plusieurs décennies, (Samir Amin, 2012). Sans oublier la coopération ALBA (Alternative Bolivienne pour l'Amérique Latine et les Caraïbes) et la Banque du Sud (Bancosur), mais leurs rôles ont resté

Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni, et le reste: Grèce et Turquie (1952), Allemagne (1955), Espagne (1982), République tchèque, Hongrie et Pologne (1999), Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie (2004), Albanie et Croatie (2009) et Monténégro (2017), source: https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_52044.htm.

¹¹ Samir Amin parle des nations émergentes et non de marchés émergents comme fait croire les libéraux. Il n'y a pas seulement d'un éveil économique de ces nations, mais aussi il faut prendre une longue histoire qui a occupé une bonne partie du 20^e siècle : il s'agit donc d'une dimension sociale, politique, culturelle et idéologique. Je pense que c'est à ce niveau que les libéraux ont peurs de ces nations puisqu'elles feront une destruction des fondements de leurs existences.

¹² Le Groupe de Shanghai, dont on parle peu, réunit la Chine, la Russie, les pays de l'ex-Asie centrale, et les pays observateurs (l'Inde, l'Iran, la Malaisie et la Thaïlande). Ce groupe a amorcé "la création d'un système monétaire et financier régional, indépendant du dollar et de l'euro et fondé sur un système de change stable, mais révisable".

très modeste par rapport au groupe de Shanghai qui représente une coopération militaire, économique et diplomatique. En plus, les avantages des Etats-Unis sont menacés par les démocraties populaires en Amérique Latine qui ont sûrement affaibli la rente impérialiste, même s'ils auront des difficultés pour aller plus loin dans leur développement tant qu'ils berceront l'illusion d'un développement national capitaliste autonome. Ce sont les cas enregistrés en Bolivie, en Équateur ou au Venezuela, (Samir Amin, 2012).

Dans ce climat d'hostilité dans cette région du monde, la guerre est sûrement déclarée par les Etats-Unis, telle que mentionnée dans le rapport de la sécurité américaine sous l'administration de Clinton envisageant la nécessité d'une guerre préventive contre la Chine, (déclaré par Samir, A. dans son interview en 2012). Cette guerre attend, donc, juste le mauvais endroit où la fragilité économique, sociale et politique aide à la déclencher.

La crise en Venezuela n'est pas une crise à la présidence, mais c'est une guerre, à mon avis, pour la domination et le contrôle des richesses naturelles de la planète et de la protection et l'augmentation de la rente des monopoles. Cependant, la Chine est probablement l'adversaire potentiel majeur de monopoles de la triade (des impérialistes traditionnels). Mais il n'y a pas seulement la Chine dans la crise vénézuélienne. La Russie constitue la force hostile aux Etats-Unis en dépit que le Président Américain Donald John Trumpa tracé une stratégie d'une confrontation avec la Chine et de rapprochement avec l'ancien ennemie la Russie.

IV. CONCLUSION

Aux États-Unis, au cours des dernières années, de nombreux praticiens ont jugé la Chine plus coupable, suggérant que la politique économique étrangère de la Chine reflétait le modèle pernicieux de diplomatie du piège de la dette, (Stephen B. Kaplan et Michael Penfold, 2019, p.36). Selon cette perspective, les prêts et dons de la Chine ont contribué à la destruction de l'économie vénézuélienne. En d'autres termes, Stephen B. Kaplan et Michael Penfold (2019) concluent que la Chine, qui est devenue un important bailleur de fonds d'Amérique Latine dans les projets d'énergie, d'exploitation minière et d'infrastructures, a utilisé sa puissance financière pour inciter le Venezuela à accumuler des prêts importants et coûteux. En échange de ces offres financières, la Chine a accru son levier économique et politique en piégeant le pays riche en pétrole dans une spirale de dette insoutenable.¹³

¹³ "China, who emerged as a major Latin American financier for energy, mining, and infrastructure projects, used its financial might to entice Venezuela to accumulate large and costly loans. In exchange for these financial offerings, China increased its economic and political leverage by trapping the oil-rich nation in an unsustainable debt spiral," (Stephen B. Kaplan and Michael Penfold, 2019, p.36).

Cependant, les auteurs déclarent que la Chine sera empêtrée dans un piège à créanciers plus que le Venezuela sera pris dans un piège à dettes car elle sera obligée de supporter une série de coûts pour faciliter le remboursement de la dette, notamment l'allégement temporaire de la dette, la restructuration des conditions de l'encours du pays, la réduction des expéditions de pétrole et l'allongement des délais de remboursement. Mais dans la situation actuelle, la Chine continue à renforcer ses relations diplomatiques avec les acteurs vénézuéliens de tous les horizons politiques, dans le but de promouvoir ses intérêts commerciaux à long terme au-delà de la crise actuelle. La même stratégie est appliquée par les Etats-Unis et ses alliés.

Les États-Unis essayent de renforcer leur position régionale en visant à améliorer le développement de l'Amérique Latine par la création d'une nouvelle agence de développement américaine en 2018 (l'acte BUILD, The Better Utilization of Investment Leading to Development). Ainsi, cette agence vise à aider les pays en développement à faire la transition vers les économies de marché, en utilisant des prêts, des garanties de prêts, des fonds propres, des assurances et une assistance technique. L'objectif principal de cette stratégie est de rétablir la position des États-Unis pour redevenir le leadership économique et politique dans la région d'Amérique Latine/le monde.

A mon avis, la crise vénézuélienne n'est pas seulement limitée au niveau de l'Amérique Latine, mais elle concerne le système économique mondial. Le monde actuel est au déclin de la démocratie qui est aujourd'hui plus menacée suite notamment à la concentration du pouvoir au bénéfice exclusif de la triade et des pays émergents. On aura sans doute plus de crises/guerres qui seront déclenchées par différents motifs, mais la cause profonde réside dans la nature du système mondial, sa façon d'exploiter les richesses naturelles de la planète et son mode de répartition des richesses créées. La crise vénézuélienne signifie que le système dans son ensemble est en difficulté surtout que "la stratégie de la Chine se contente d'œuvrer pour la promotion d'une nouvelle mondialisation, sans hégémonie. Ce qui ni les Etats-Unis, ni l'Europe ne pensent l'accepter," (Samir Amin, 2009).

REFERENCES RÉFÉRENCES REFERENCIAS

1. Cammack, Paul. "Démocratie et citoyenneté en Amérique latine," [en ligne]. http://www.multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=857
2. Fonds Monétaire International, FMI, World Economic Outlook Database. (2018). *Challenges to Steady Growth*. ISSN 0256-6877 (print); ISSN 1564-5215 (online).
3. Lowenthal, Neal Mercedes. (1994). "L'Amérique latine: échec ou renaissance ?" In: *Politique étrangère*, n°4 - 1994 - 59^eannée. pp.1075-1084; doi

- : <https://doi.org/10.3406/polit.1994.4340>; https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1994_num_59_4_4340
4. Samir Amin. (2012). Interview de Ruben Ramboer, publié par Le Grand Soir, Journal Militant d'Information Alternative. <https://www.legrandsoir.info/le-capitalisme-entre-dans-sa-phase-senile.html>
 5. Samir Amin. (2009). *Sur la crise. Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise*. Paris : Le Temps des Cerises.
 6. Samir Amin. (2008). "Débâcle financière, crise systémique" Source: www.michelcollon.info
 7. Samir Amin.(1994). "En Réponse au Chaos Mondial," pp.18-30. Une présentation lors de tables rondes de la 11ème session internationale de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix du CIFEDHOP, "Démocratie, Développement, Droits de l'Homme".
 8. Stephen B. Kaplan and Michael Penfold.(2019). "China-Venezuela Economic Relations: Hedging Venezuelan Bets with Chinese Characteristics", Latin American Program, Kissinger Institute, February 2019. https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/china-venezuela_relations_final.pdf
 9. U.S. Department of Defense, "Summary of the 2018 National Defense Strategy of the United States of America: Sharpening the American Military's Competitive Edge," <https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>